Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) :
Pour le développement des biocarburants, les acteurs se concertent

MALI
431
L'information est l'oxygène des temps modernes
VENDREDI 16 AOÛT 2019
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Après des nominations au MAECI
Rififi chez IBK

France : L'épouse de Yeah Samaké, l'ancien diplomate malien, a été interceptée à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Les Maires s'engagent en faveur de son intégration dans les PDSEC

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéïta / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA

Sommaire «

Une	Après des nominations au MAECI : Rififi chez IBK	P.4
Brèves	Tribunal de grande instance de Koutiala : Le nouveau procureur Dramane Diarra prend fonction	P.7
	MAECI / Centre d'Études Stratégiques : Le Général Mahamane TOURE a pris fonction	P.7
	Non au referendum au Mali : Tous contre la révision!	P.8
	Fin du Hadj 2019 à la Mecque : Les Maliens font leur Tawaf Ifadah	P.8
	Nominations en Conseil des Ministres : Après Tiébilé Dramé, la directrice de campagne de Soumaila Cissé nommée au ministère Affaires Etrangères	P.9
	Hôpital Gabriel Touré de Bamako : Un enfant sur quatre meurt après son admission au CHU	P.9
	Religion : Fêtes chrétiennes	P.9
	Terrorisme au nord du Mali : Un campement Imghad à nouveau dans le viseur des groupes terroristes	P.10
	Primature : L'ancien VG, Amadou Ousmane Touré, nommé directeur de cabinet et Babaly Bah promu conseiller spécial	P.10
	L'aide publique aux partis politiques au Mali : 3 milliards 374 millions 442 mille 789 francs CFA à partager entre 66 formations	P.10
Actualité	France : L'épouse de Yeah Samaké, l'ancien diplomate malien, a été interceptée à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle	P.12
	Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Les Maires s'engagent en faveur de son intégration dans les PDSEC	P.13
	Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) : Pour le développement des biocarburants, les acteurs se concertent	P.14
Politique	Loi d'Entente Nationale : La seconde mort du Capitaine «Bad» et ses hommes	P.15
Culture & société	La Solidarité malienne : Eviter le parasitisme	P.19
International	Guinée Conakry : Pourquoi Emmanuel Macron doit dire stop à Alpha Condé	P.21
	Sénégal : Vent de révolte au sein du PDS	
	Croissance économique en Afrique : Le Rwanda accusé d'avoir manipulé ses chiffres sur la pauvreté	P.22
	Sécurité du Sahel : Les régions doivent adopter une approche holistique	P.23
Sport	FEMAFOOT : Les préparatifs de l'assemblée élective en cours	P.24
	Supercoupe des clubs : Liverpool reste maître de l'Europe	P.24

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué

P.8

P.14

P.15

Après des nominations au MAECI : Rififi chez IBK

C'est aujourd'hui un secret de polichinelle que de dire, référence à cette prose apprise à l'école que «la case de Birama brule ». Plus sérieusement, disons que le camp qui a soutenu le Président de la République connait aujourd'hui de grosses fissures voire des batailles rangées.

C'est ainsi que de façon tout à fait officielle l'ancien ministre Tieman Hubert Coulibaly et un certain nombre de partis lilliputiens ont décidé de quitter le navire EPM principal regroupement politique de soutien à IBK dirigé par Bokary Treta, le président du parti présidentiel, le RPM. Certes, les partants ne sont pas des mastodontes mais il reste que EPM, à quelques exceptions n'est constitué que de ces forces supplétives.

Ensuite, un groupe de candidats à l'élection présidentielle de 2018 a fait à son tour défection et cherche vaille que vaille à exister en se mettant ensemble pour défendre une cause difficile à cerner.

La guerre au sommet entre l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga et le Directeur Général de la Sécurité d'Etat est en cours par porte-plumes interposés et nul ne peut prédire quels en seront les effets collatéraux.

Ensuite (et pas enfin) d'autres batailles font rage à un niveau plus subalterne mais pas moins inquiétant.

Dans ce cadre et depuis avant-hier circule sur les réseaux sociaux une vidéo de Abdoul Niang, un activiste influent, soutien de première heure de IBK réputé indéfectible.

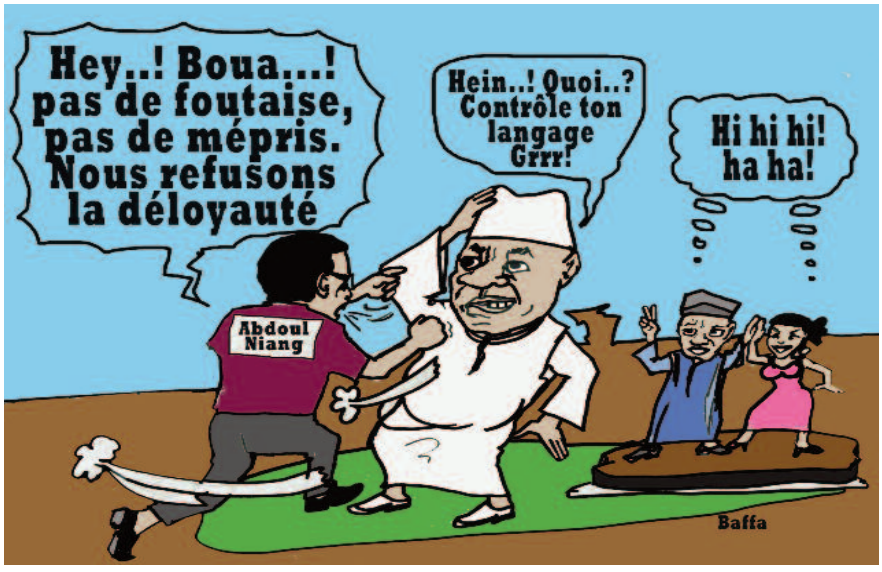
Visage défait, mine grave et propos acerbes, dans son message devenu virale, il dénonce certaines nominations effectuées au niveau du ministère des Affaires étrangères.

Suivons-le

« Mes chers parents,

Nous avons suivi le Conseil des ministres et nous avons observé une nouvelle foutaise du pouvoir IBK en notre endroit sinon à l'endroit des maliens. Nous avons appris que Kadidia Fofana aussi a été nommée au ministère des Affaires étrangères chargé de la diplomatie du Mali. Cette Kadidia qui, il n'y a pas longtemps, moins de quatre mois, a déclaré que les porteurs d'uniformes les gaze à Bamako alors qu'ils détalent « la queue entre les jambes » au nord et à Mopti face à l'adversaire.

Kadidia qui a déclaré que dans six mois ils délogeront IBK de Sébénikoro. Kadidia qui m'a dit personnellement sur « Radio Patriote » que nous défendons IBK le mauvais pouvoir au lieu de penser à l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Car, nous sommes jeunes, et devons être dignes et droits. Et c'est celle-là qui est nommée au ministère des Affaires étrangères du Mali pendant que IBK est à Koulouba. Ce n'est ni à elle ni à Tiébilé que nous nous adressons. A qui nous adressons nous ? A IBK. Pour dire à IBK, qu'après la volonté de Dieu, que c'est grâce à nous qu'il est aujourd'hui à Koulouba.



Sans nous, on serait face à une autre situation aujourd'hui. Nous ne sommes pas contre la nomination d'opposants. Mais il se trouve que le pouvoir manque d'égards à ceux qui ont contribué à sa victoire et à son installation. Alors que certains d'entre eux défilent devant les juridictions ace quelqu'un, qui se venge d'eux, a été nommé au ministère de la justice. Certains d'entre nous ont été envoyés en prison Nous n'avons rien dit et j'ai même contribué à calmer les esprits. Des opposants ont été nommés ministres alors qu'aucun acte de reconnaissance n'a été adressé à nos éléments, ni même un simple merci.

Nous refusons la déloyauté (horon kolon) et nous ne continuerons pas sur la voie de la déloyauté. Le respect de notre dignité et la considération due à notre personne s'impose. Nous n'accepterons les petitesses (moko lakolonya) à l'encontre de nos éléments de personne. De personne ! Ils oublient que c'est nous qui avons installés ce pouvoir et s'ils ne le croient pas qu'ils continuent leur mépris envers nous. Nous en reparlerons alors dans six mois.

Pas de problèmes qu'ils soient nommés mais alors attendons la suite. Ces mêmes personnes ont insulté nos pères et mères. Et traités comme si nous n'avions aucune dignité. Ils ont essayé de déstabiliser le pays par des grèves et autres. Tout le monde a entendu ce qu'ils ont dit du président, de son fils et de sa famille. Et chacun a vu ce que nous avons fait au péril de notre vie. Nos familles ont été menacées et jusqu'à présent cela continue. Et ce pouvoir fait que ceux qui ont commis ces mauvaises actions nous commande. Comme par foutaise à notre endroit. Ok d'accord, il n'y a pas de problème. C'est bon. Merci»

Moctar SOW

Awa Sylla

Affaire d'or là que pense la douane de ça. Une simple voiture de 5millions paye les taxes avant de rentrer. Hors on nous parle de 200 millions alors Monsieur le directeur général de la douane on attend.
Celui qui parle je finis avec toi.

Du jamais vu la majorité devient leur propre opposition.
Pardon vous avez pris notre élection et vous voulez aussi prendre notre place d'opposant.
On n'est pas d'accord deh

De vous donnez les noms qui vont sortir mercredi prochain ou de laisser. D'autres jeunes seront nommés la semaine prochaine donc allez y doni doni dans vos critiques.

Donnez un visas à son mari pour qu'il aille voir ces enfants au moins. Les enfants n'ont rien fait.

Quelqu'un te blesse à un point où personne ne peut comprendre et profite des moments de pardon pour faire son hypocrisie et vous allez dire que c'est l'islam. Laissez l'islam tranquille, Dieu n'a jamais dit ça, l'islam aussi n'a jamais dit ça.

USAID / Mali SIRA

USAID/Mali SIRA veut atteindre son objectif d'amélioration de la qualité de l'enseignement-apprentissage de la lecture-écriture des élèves de 1re et 2e années avec des cascades de formations, dans le but d'assurer la pérennisation de ses acquis et l'appropriation des stratégies et matériel introduit. M. Idrissa Doumbia, Agent de Suivi & Evaluation, Direction Nationale de la Pédagogie : « Au-delà du recyclage, des nouveautés permettront aux participants d'avoir tous les éléments pour mener à bien leurs tâches. L'éducation est une science qui évolue. Il faut donc former les acteurs, régulièrement. Ces formations SIRA s'inscrivent dans ce sens ». USAID Mali

Ammy Baba Cisse

Allô la présidence! Trouvez un point de chute pour Isaac Coulibaly. Il pourrait être Coul à Koulouba.

Dr Allaye Bocoum
La bêtise humaine !
Mes larmes ne cessent de couler tous les jours pour mon pays ,le Mali,car le système a paumé toutes nos valeurs sociétales, brisant tous les repères de notre grande NATION, par ses bêtises répétées à tout bout de champs, par tous et partout où une petite portion de pouvoir, lui est confiée.
La bêtise humaine,le dilatoire et le futile obnubilent le plus important et l'utile, qui sont quand même, le bien être de notre peuple dans son ensemble et la dignité de tous.
À propos de la bêtise,Claude Chabrol disait :
La bêtise est infiniment plus fascinante que l'intelligence.... l'intelligence a des limites,la bêtise n'en a pas".
Soyons ,tous patriotes sincères et nos chemins se croiseront un jour pour le Mali,en luttant contre la bêtise humaine
WKDTS système kô

Les frustrés sont dans le camp de SBM. IBK le savait et Soumi n'est pas étranger à cette stratégie.

Ras Bath a criblé mon oncle Allaye Bocoum et mon cousin Nouhoum Togo. Je prendrais des mesures fortes contre lui.

Le gouvernement decide d'injecter plus de 15 millards dans la réhabilitation, la fourniture et l'installation d'équipements médicaux au Gabriel Touré, à la l'hôpital militaire de Kati et au Point G.

Malick Konate

Et c'est fait !!! Notre Maliba est en demi-finale de l'#Afrobasket2019
Kuma Ka Missin On a daba nos sœurs ivoiriennes.
Football c'est pour vous et Basket c'est pour nous.

SBM avait fermé tous les robinets... il fallait écouter Bakary TOGOLA...

Pour boucler la boucle !!! Bakary TOGOLA est un visionnaire #Mangeons_Buvons c'est l'Etat qui paie
Malick Konate
"Il ne reste plus que l'acte de capitulation, les rats ont quitté le navire, il ne reste que "Totoba". Juste le temps de digéré et c'est la fin

du siège de Badalabougou." Mohamed Kuma Gnena
N.B : Si je parle après... je vais tout gâter.

Donc, c'est fini comme ça les éloges de Soumi Champion (SEM Soumaila CISSÉ, Président de la République) ? Kiakiakia #Mangeons_Buvons_Taisons

Construisons notre parcours individuel et cherchons à être indépendant. Cela nous évitera d'être dans toutes les sauces (change couleur) ou suiveur. C'est important !

"NéTé Danga Dew yé" dixit IBK
Aliou Diallokei
Mange, fais manger tes amis. En 2023, vous trouverez un discours pour une fois de plus maintenir vos flowers dans la bulle.
2023, c'est Malick Konate ou rien ! Bien sûr si d'ici là, lui aussi il ne rejoint la #mangeCratie .
PS: je suis pas contre vos NOMINATIONS hein, c'est la famine et moi-même je souffre de ça donc je vous comprends parfaitement.
El Shabazz
Malick Konate, et ton bro l'homme peur zéro dans tout ça ??
Malick Konate a ajouté une photo de profil temporaire.
"Si vous pensez que vous êtes trop petit pour changer quelque chose, essayez donc de dormir avec un moustique dans votre chambre et vous verrez lequel des deux empêche l'autre de dormir" Dalaï Lama

Ko le Président de la Plateforme des Jeunes Musulmans et Patriotes du Mali est parti aussi.

ASSADEK AG HAMAHADY

C'est avec une douleur sans bornes, que je vous informe du décès de notre aîné Indeckma, à Bamako, à la suite d'une longue maladie, faites lui des prières. Que le bon Dieu l'accueille dans son Paradis. Amine!!!

CICR Afrique

La surpopulation carcérale fait partie du quotidien de milliers de détenus à travers le monde. Vous ne savez pas de quoi il s'agit ? On vous en parle ! Retrouvez notre campagne #DetenusMaisHumains par ici : (link: http://bit.do/DetenusMaisHumains) bit.do/DetenusMaisHum... .

À votre avis, que se passe t-il lorsque la réinsertion du détenu est initiée dès le début de son parcours carcéral ? Notre réponse en image.
Retrouvez notre campagne #DetenusMaisHumains par ici : (link: http://bit.do/DetenusMaisHumains) bit.do/DetenusMaisHum... .

Macky Sall

Je souhaite à toute la communauté chrétienne au Sénégal et dans le monde une joyeuse fête de l'#Assomption ! Que ce jour de célébration soit synonyme de paix et d'harmonie entre toutes les religions. kebetu

Mamadou Ismaila KONATE

INFO RTL - Une femme interpellée avec un pistolet chargé dans son sac à l'aéroport de Roissy

WESTERN UNION | WU SM
MONEY TRANSFER

Tribunal de grande instance de Koutiala : Le nouveau procureur Dramane Diarra prend fonction

Le nouveau Procureur de Koutiala, Dramane Diarra a pris fonction le mardi dernier au tribunal de grande instance de Koutiala. L'ancien Procureur de la commune IV succède à ce poste à Cheick Oumar Daou.

Cette passation de service même si elle demeure importante s'est passée sans une grande solennité. Cependant, à Koutiala dans le cadre de la bonne distribution de la justice, tous les regards seront désormais portés sur le nouveau Procureur Dramane Diarra qui n'est pas un inconnu du milieu judiciaire et surtout de la scène publique avec différentes charges de responsabilités notamment au niveau de la société civile. Dans les deux domaines, il a un parcours très bien accompli. Ainsi, Durant ces 18 ans de carrière dans la magistrature, Dramane Diarra a servi dans plusieurs localités comme Ségou où il était juge d'instruction avant de débarquer à Kati comme substitut du procureur. De Kati, il s'est retrouvé Gao. Il faut aussi à rappeler que le désormais Procureur de Koutiala a servi à Ouelessebougou, en commune V et en commune IV qui fut son dernier poste avant d'être affecté dans la capitale de l'or blanc. Sur le plan associatif, le désormais Procureur de Koutiala a un curriculum vitae bien fourni. Expert en organisation électorale et démocratie à travers le Réseau APEM dont il préside aux destinées, le Procureur Diarra occupe aussi le poste de chargé de l'organisation de l'Association malienne des procureurs et poursuivants, il est aussi l'un des initiateurs de la référence syndicale des magistrats qui est le troisième syndicat au niveau de la magistrature. Sans oublier aussi que M. Diarra est aussi le président de l'Alliance des générations démocratiques du Mali (AGDM) qui s'est fait connaître au grand public à travers ses prises de positions osées contre le coup de force de 2012 des militaires. Toujours dans le cadre de son combat dans la vie associative, Dramane Diarra fait partie avec les Soumaïla Bayni Traoré de ceux qui ont posés les premières pierres du Conseil national de la jeunesse du Mali, une organisation dont il a eu à occuper par le passé le poste de la première vice-présidence pour ne citer que ceux-ci.

En tout cas Dramane Diarra est décrit comme rigoureux même si lui-même aime à dire ceci : « Chaque fois que je pose un acte, je pense à la population malienne, à mes progénitures, mes ancêtres surtout à la grande famille Diarra dont je suis issu. Donc il y a une charge morale qui est là ce qui veut que je ne dois pas décevoir tous ceux-ci. En tout cas, il est clair que le magistrat doit suivre la rigueur de la loi mais il doit être tendre dans beaucoup de situations ».

Kassoum Thera, depuis Koutiala

MAECI / Centre d'Études Stratégiques : Le Général Mahamane TOURE a pris fonction

Après la signature des documents administratifs, M. Matiné COULIBALY a félicité son successeur pour la confiance placée en lui par les autorités pour conduire les destinées de cette structure avant d'appeler ses collaborateurs à l'accompagner dans l'accomplissement de ses missions.

Pour le Général Mahamane TOURE, le Directeur sortant a effectué un travail remarquable à la tête du CES et ses actions également vont s'inscrire dans la continuité des initiatives déjà en cours.

Celui qui prend les rênes de cette Direction du MAECI a occupé de hautes fonctions au Mali et à l'étranger. Il a été Directeur Général des Douanes, Chef d'État-Major Général des Armées, Directeur de l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE et Commissaire chargé des Affaires Politiques de la Paix et de la Sécurité à la CEDEAO. Jusqu'à sa nomination, il était Ambassadeur du Mali au Niger.

Quant à M. Matiné COULIBALY, il vient d'être nommé Premier Conseiller à l'Ambassade du Mali à Berlin. Ce cadre des Affaires Étrangères a occupé de hautes fonctions dans la Diplomatie malienne.

Signalons enfin que le Centre d'Études Stratégiques, du MAECI crée en 1999, a pour mission d'apporter un éclairage au Gouvernement dans le domaine des décisions à prendre en matière de relations extérieures de Défense et de Sécurité. Le CES effectue des analyses techniques et prévisionnelles sur l'environnement international dans ses aspects géostratégique, géo- économique et géopolitique.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Non au referendum au Mali : Tous contre la révision!

Dans le cadre de notre rôle d'information, de communication, d'éveil des consciences ; bref, de service public, nous avons décidé au sein de la rédaction, comme ce fut le cas il y'a deux ans, de nous intéresser de près à la révision constitutionnelle que l'on veut imposer au peuple malien.

Cette fois, nous avons estimé qu'il fallait créer une rubrique hebdomadaire pour cette cause. Dans les colonnes dédiées à cet effet, nous allons essayer, toutes les semaines, d'expliquer aux Maliens que l'actuelle constitution est désuète, qu'elle a besoin d'être révisée, mais que les conditions sont loin d'être réunies pour cela et que la volonté des plus hautes autorités à le faire est, non seulement commandée de l'extérieur, mais aussi, entourée d'inqualifiable mauvaise foi. Pour cette première, nous nous intéressons à ce que dit l'actuelle loi fondamentale pour ce qui concerne son changement.

«L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République et aux députés. Le projet ou la proposition de révision doit être voté par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers de ses membres. La révision n'est définitive qu'après avoir été approuvée par référendum. Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire. La forme républicaine et la laïcité de l'Etat ainsi que le multipartisme ne peuvent faire l'objet de révision».

Le constitutionnaliste a été très clair en 1992 et le peuple y a adhéré. Aucune révision n'est possible si l'intégrité territoriale du pays est menacée. C'est d'ailleurs l'argument avancé en 2017 par certains farouches soutiens de 2019, à commencer par le ministre chargé des Réformes, Amadou Thiam, qui n'est autre que l'ancien vice-président de «An te A Bana». La plateforme qui a fait échouer le projet à l'époque, avec, il faut insister là-dessus, la majorité du peuple malien.

Aujourd'hui, même si, officiellement, ce cadre n'existe plus, ses plus importants militants et responsables sont toujours dans la même logique de lutte contre le référendum à travers une nouvelle plateforme : «Anw Ko Mali». Les arguments n'ont pas changé et sont toujours d'actualité : «La situation du pays ne se prête à aucune révision constitutionnelle», «réviser, c'est violer la Constitution», etc.

Et puis, de 2017 à nos jours, qu'est-ce qui a réellement changé du point de vue du recouvrement de notre intégrité ? Rien. Au contraire, chaque jour que Dieu fait, nous perdons le contrôle d'une portion de notre territoire.

MK

Fin du Hadj 2019 à la Mecque : Les Maliens font leur Tawaf Ifadah

Après trois nuits passées à Mina, les pèlerins ont regagné la Mecque pour le dernier et ultime acte du Hadj 2019 : les sept tours la sainte Kaaba et les sept tours de marche entre les monts Safa et Marwa. Avant leur second séjour à Mina après Arafat qu'ils ont quitté au coucher du soleil, les Maliens, à l'instar de tous les autres pèlerins du monde entier, ont campé à Mudzalifa pour y passer la nuit du samedi au dimanche 10 août 2019.

A Mudzalifa, ils ont ramassé chacun, dès l'aube du dimanche, 49 cailloux pour les besoins de la lapidation de Satan, symbolisé par trois stèles, appelée rite du Jamarat. Sept cailloux pour lapider la première stèle, le premier jour. Acte deux le lendemain lundi : vingt et un cailloux pour lapider les trois stèles, à quelques mètres l'une de l'autre. Et le troisième jour, c'est-à-dire mardi, les vingt et un derniers cailloux sont jetés contre les trois stèles, en raison de sept cailloux par stèle. Ce qui fait un total de 49 cailloux pour les trois jours de lapidation de Satan.

Après ce rite du Jamarat et les trois nuits passées à Mina, les pèlerins maliens sont retournés à la Mecque dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à bord de bus affrétés pour l'occasion. D'autres ont rallié la ville sainte à pied, de leur propre gré, pour raffermir davantage leur ferveur religieuse et spirituelle. Certains ont accompli, dès leur arrivée à la Mecque, le dernier acte du grand pèlerinage 2019, à savoir : les sept tours la sainte Kaaba, la prière de deux rakats dans l'enceinte même de la Kaaba, la consommation de l'eau bénite de Zama-Zam (fortement recommandée, mais pas obligatoire) et les sept tours de marche entre les monts Safa et Marwa, toujours dans le périmètre de la sainte mosquée, appelé Haram.

Mais, le gros contingent de la filière gouvernementale a fait son Tawaful Ifadah (Tawaf après Arafat), le mercredi matin. Le dernier groupe, lui, a sacrifié à ce rituel tard dans la nuit de mercredi à jeudi.

C'est dire que les tout nouveaux Elhadjs et les nouvelles Adjas se préparent activement pour le retour au bercail après un séjour spirituel et cultuel qui aura comblé toutes les attentes en termes de ferveur religieuse et de défis organisationnels dans les principales villes saintes d'Arabie Saoudite : Médine, Mina, Arafat, Moudzelifa et Mecque.

Source : CCOM/MARC

Nominations en Conseil des Ministres : Après Tiébilé Dramé, la directrice de campagne de Soumaila Cissé nommée au ministère Affaires Etrangères

Au titre du MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
Chef de Cabinet :
Monsieur Moussa Makan CAMARA, Diplômé en Science politique et Relations internationales.
Chargés de mission :
Madame NIENTAO Simone Tahnouna Philippe LOISEAU, Traductrice ;
Madame TAMBOURA Mah KEITA, Economiste ;
Madame Kadiatou FOFANA, Journaliste ;
Monsieur Sidy El Moctar KOUNTA, Professeur ;
Monsieur Aboubacar DOUCOURE, Communicateur.
Consul Général du Mali à Abidjan :
Monsieur Balla BAGAYOKO, Conseiller des Affaires étrangères.
Ceux qui ne connaissent pas Kadiatou FOFANA ne comprendront rien.

Religion : Fêtes chrétiennes

15 aout, fête de l'Assomption. La communauté chrétienne fête l'entrée de la Vierge Marie dans la gloire de Dieu. L'Assomption qui veut dire l'élévation du corps de la mère de Jésus Christ le sauveur de toute l'humanité dans le ciel. Après sa mort les anges viennent prendre son corps saint. C'est une grande fête chrétienne surtout pour les catholiques partout dans le monde
Marie est la femme de cette religion la plus connue de l'islam qui est une religion sœur du christianisme les deux religions prônent l'amour du prochain.
A l'occasion de cette fête les chrétiens du Mali ont beaucoup prié pour la paix et la stabilité sur toute l'étendue du territoire avec l'intercession de la Sainte Vierge Marie
Bonne fête à toute la communauté chrétienne

Rita Tessougué

Hôpital Gabriel Touré de Bamako : Un enfant sur quatre meurt après son admission au CHU

A Bamako, précisément au CHU Gabriel-Touré, un enfant sur quatre meurt après son admission par manque de moyens. Le lundi 29 juillet, dans le dit hôpital un nouveau-né a perdu son bras droit. Elle se prénomme Fatoumata, elle avait à peine un mois et avait été conduite par sa mère Mme Kéïta au service pédiatrique Gabriel-Touré pour un problème gastrique. Elle en est sortie amputée jusqu'à l'épaule. « Aux urgences pédiatriques, on l'a perfusée et piquée à plusieurs reprises. C'est à ce moment-là que sa main a commencé à noircir, raconte sa mère. Chaque fois que les médecins venaient, je leur montrais sa main. Ils me disaient qu'il n'y avait pas de problème, que si je lui donnais tel ou tel médicament, elle allait guérir. »
Malheureusement, une semaine d'hospitalisation plus tard, la gangrène avait progressé jusqu'au coude du bébé. Fatoumata a été finalement amputée. Dans ce CHU, un infirmier a à sa charge vingt nouveau-nés. Dans le département de pédiatrie, qui concentre près de la moitié des admissions de Gabriel-Touré, un enfant sur quatre (24 %) meurt à la suite de son hospitalisation, selon le dernier rapport 2018 du Bureau du vérificateur général, une institution malienne chargée de lutter contre les irrégularités financières et de vérifier les performances de certains établissements. Cela représente 96 % des décès enregistrés dans l'ensemble du CHU.
La mère de Fatoumata, dépassée par les événements, accuse l'hôpital de négligence. Une chose que le chef du département de pédiatrie, Boubacar Togo, ne nie pas : « Ici, nous avons un infirmier pour vingt nouveau-nés. Le personnel est surchargé, dépassé, et ça peut l'amener à ne pas exécuter correctement son travail. Les soins de certains patients se retrouvent retardés. Cela diminue les chances d'efficacité des traitements et même les chances de survie des malades.»

Terrorisme au nord du Mali : Un campement Imghad à nouveau dans le viseur des groupes terroristes

Un campement Imghad, situé à 15 kilomètres au sud-ouest de Doro dans le Gourma, a été le théâtre d'une attaque violente conduite par plusieurs hommes armés. Bien qu'aucun bilan précis ne soit disponible, des pertes en vie humaine sont signalées.

Cette incursion d'individus armés a donné lieu à des échanges de coup de feu avec les habitants du village. Dans l'accrochage qui s'en est suivi, plusieurs habitants ont trouvé la mort. Des assaillants ont aussi été tués. Ce n'est pas la première fois que des campements Imghad ou d'autres communautés sont pris pour cible par des groupes terroristes surtout ceux issus de l'Organisation Etat islamique du Sahara (OEIS).

L'on se rappelle que courant 2018, deux attaques menées par des groupes terroristes avaient fait au moins 40 tués parmi les civils, tous issus de la communauté Idaksahak, lors de deux raids menés par des hordes de malfrats armés sur les campements d'Aklaz, le 26 avril et Awakassa, le 27 avril, dans la région de Ménaka.

Les attaques menées dans la région de Ménaka et dans une partie de la région de Gao et dirigées contre les communautés sont le plus souvent commanditées par l'OEIS qui entendait ainsi faire payer à ces communautés la traque dont elle fait l'objet de la part de Barkhane, des FAMAs mais aussi des mouvements signataires MSA-GATIA.

A.DIARRA

L'aide publique aux partis politiques au Mali : 3 milliards 374 millions 442 mille 789 francs CFA à partager entre 66 formations

La décision est tombée, hier mercredi 14 août, à l'issue du Conseil des ministres présidé par le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta : c'est un pactole de 3,374.442.789 F CFA que vont se partager 66 partis politiques au titre de l'aide publique pour 2018. Pour rappel, la Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant Charte des partis politiques prévoit l'octroi aux partis politiques d'une aide financière d'un montant annuel correspondant à 0,25% des recettes fiscales du Budget d'Etat. Le montant non affecté de 12. 125 F CFA sera reversé au Trésor public. Nous y reviendrons.

Daouda SANGARE

Primature : L'ancien VG, Amadou Ousmane Touré, nommé directeur de cabinet et Babaly Bah promu conseiller spécial

Depuis hier mercredi, la primature a un nouveau directeur de cabinet. Il s'agit de l'ancien procureur anti-corruption, Amadou Ousmane Touré, qui remplace au poste Madame Sidibé Zamilatou Cissé nommée Directrice générale de l'Institut national de Prévoyance sociale (INPS). En nommant l'ancien vérificateur général, le Premier ministre lance un signal par rapport à la relance de la lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance.

La primature a un nouveau directeur de cabinet. Il s'agit de l'ancien procureur anti-corruption, Amadou Ousmane Touré, qui remplace au poste Madame Sidibé Zamilatou Cissé nommée Directrice générale de l'Institut national de Prévoyance sociale (INPS). En nommant l'ancien vérificateur général, le Premier ministre lance un signal par rapport à la relance de la lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance. En effet, juriste de formation, Amadou Ousmane Touré avait déjà traité des dossiers de délinquance financière en tant que procureur de la République près du tribunal de première instance de la Commune III du district de Bamako, puis comme procureur général de la Cour d'appel de Bamako. Nommé à ce poste en 2004, il l'a occupé jusqu'à son départ pour Abidjan en 2008. Amadou Ousmane Touré fut ensuite porté à la tête du bureau de Vérificateur général (Vegal), en avril 2011. Il quitta cette institution en 2018 après dénoncé de nombreuses irrégularités dans plusieurs dossiers sensibles dont l'acquisition de l'avion présidentielle et les équipements militaires. Nommé il y a quelques semaines à la Cour suprême, il a désormais la lourde de diriger le cabinet du Premier ministre. Avec son parcours et sa compétence (Diplôme du Centre National de Formation des Magistrats: Mention Bien; Major de promotion), il a tout pour relever le défi.

Babaly bah, conseiller spécial

Aussi, le chef du gouvernement a procédé à d'autres nominations notamment celle de l'ancien PDG de la Banque malienne de solidarité. Babaly Bah est désormais conseiller spécial de Boubou Cissé et chargé des régions du centre.

FOFY®
INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUVES
MALISADIO

Santé · Sécurité · Economie

France : L'épouse de Yeah Samaké, l'ancien diplomate malien, a été interceptée à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle

Le diplomate s'est exprimé : «Hier, en exprimant avec une vive émotion mes sentiments de culpabilité et d'indignation j'ai peut-être heurté la sensibilité de beaucoup d'entre vous. Je vous prie de comprendre ma réaction. En effet, cela n'est pas du tout habituel chez moi mais comme tout bon père de famille j'ai été choqué par l'interpellation de mon épouse Marissa Samaké par la police de l'Air et des Frontières à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle pour détention d'arme à feu avec munitions.

Elle avait mis mon arme à feu dans sa valise à main quelques jours avant son départ pour les États-Unis au moment de notre déménagement dans notre maison à Ouelessebougou en vue de la mettre hors de portée des enfants. Elle n'est animée d'aucune intention criminelle et d'ailleurs elle supporte à peine mon intérêt pour le port d'arme à feu à domicile.

Depuis son interpellation, elle a été plusieurs fois auditionnée par un Officier de Police Judiciaire et un Magistrat. Pour la circonstance, elle est assistée par Maître Tidiane Guindo sur recommandation de la Mission Diplomatique et Consulaire du Mali à Paris.

Madame Samaké Marissa Samaké est accompagnée de nos deux enfants qui ont été séparés d'elle et placés dans un foyer pour mineurs. Nous sommes très affectés d'avoir été privés de tout contact avec nos enfants innocents depuis quatre jours.

En cette douloureuse circonstance, j'ai sollicité avec l'aide du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale l'obtention d'un visa d'entrée en France afin de rejoindre ma famille. Le service consulaire français à Bamako n'a pas encore reçu une autorisation de Paris pour émettre un visa en ma faveur.

Nous serions très reconnaissants à l'égard des autorités françaises de nous permettre le rétablissement du contact avec nos enfants.

À nos parents et à nos amis, nous leur adressons nos sincères remerciements pour leurs prières et leur accompagnement depuis le début de la procédure.

Ma famille et moi adressons également nos sincères remerciements

– à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Mali, S.E.M Tieblen Dramé,

– à Monsieur l'Ambassadeur du Mali à Paris, S.E.M Toumani Djime Diallo, – à Monsieur le Consul Général, Kodjo

– et à Monsieur le Protocole de l'Ambassade, Maiga

pour leurs soutiens indéfectibles et leurs implications personnelles en vue d'un dénouement heureux.

Nous présentons toutes nos excuses au peuple et aux autorités maliennes pour notre culpabilité et notre part de responsabilité dans cette affaire qui pourrait ternir l'image de notre Police de l'Air et des Frontières.

Nous continuons à solliciter vos bénédictions et votre accompagnement en ce jour commémoratif du 5ème anniversaire de notre mariage.»

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Les Maires s'engagent en faveur de son intégration dans les PDSEC

Le 07 Aout 2019 dans la salle sainte Elisabeth de la mission Catholique de Kita s'est tenue la rencontre de suivi des engagements des communes du cercle de Kita en faveur de l'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PDSEC. Placé sous la présidence de l'Adjoint a préfet monsieur Boubacar Safouné Diarra, la rencontre a regroupé les maires, les secrétaires généraux des mairies du cercle, les présidents de la FELASCOM et les points focaux nutrition des districts sanitaires de Kita, Sefeto et Sagabary. Initiée et organisée par l'ONG Action contre la Faim et l'USAID, cette rencontre va permettre de faire une situation globale des investissements des décideurs locaux en faveur de la nutrition dans le Cercle de Kita. Et cette situation globale aidera à une prise de conscience nationale sur la question. On notait la présence du Président de la FENASCOM et du représentant de l'association des municipalités du Mali.

Il n'y a plus de doute, désormais d'année en années, les PDSEC du cercle de Kita seront remarquables par une ligne budgétaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Action contre la Faim et ses partenaires travaillaient à cela depuis l'année dernière et la rencontre de Kita a vu finalement l'engagement total des maires en faveur du système. En 2017, l'ONG Action contre la faim, la coopération suédoise et le bailleur NAVARA avaient organisé une rencontre à l'intention des 33 Maires du cercle de Kita et d'autres du reste de la région de Kayes, en faveur de la prise en charge de la malnutrition dans les PDSEC. A l'issue de la dite rencontre, les élus ont unanimement pris l'engagement d'inscrire une ligne budgétaire dans leur plan de développement communal. Ces engagements sont-ils en exécution par les Maires respectifs, la présente rencontre voulait les matérialiser. Donc c'est un atelier qui se veut un regard sur le niveau de respect de ces engagements qui ont été pris à leur propre gré en 2018 et combien de francs ces communes ont pu injecter dans la prise en charge de la malnutrition au niveau de leur communes respectives. Cela, selon monsieur Diaffra Traoré, Coordinateur au Département Plaidoyer Genre et Communication à Action Contre Faim, va permettre de faire une situation globale des investissements des décideurs locaux en faveur de la nutrition dans le Cercle de Kita. Pour lui une telle situation globale aidera à une prise de conscience nationale sur la question. Selon l'état des lieux du respect des engagements pris par les décideurs locaux en faveur du système, les communes ont été salué par toutes les parties. En effet de Septembre 2018 à Aout 2019, les communes selon le baromètre de suivi interne entre l'ONG et les communes, ont respectées leurs engagements et ont investi plus de 60 millions de FCFA dans la nutrition nous notifie Monsieur Diaffra Traoré.

Les acteurs de la rencontre ont reconnu que tout développement commence par la bonne Santé des hommes. Pour certaines voies le rôle principal des collectivités locales et des communautés à la base dans la gestion de santé et nutrition est promu au plan national, régional et local. Elles font allusion à la mise en œuvre du plan d'action national multisectoriel de Nutrition (PAMN) 2014-2018. Pour Monsieur Yaya Zan KONARE, président FENASCOM, intégrer la nutrition dans les PDSEC est essentiel pour soutenir la santé communautaire et les maires doivent selon lui, opérationnaliser le mécanisme pour un avenir en bon état nutritionnel de leurs communautés. Yaya Zan Konaré remercie le Gouvernement du Mali pour avoir initié et adapté les textes sur la nutrition. Ce premier responsable des associations de santé communautaire souligne qu'à un certain moment donné ou on mettait en place le mécanisme par rapport à l'opérationnalisation de la santé communautaire le paquet minimum n'était pas une priorité mais aujourd'hui on a vu que c'est nécessaire.. « Maintenant il s'agit pour les autorités politiques de veiller à l'éveil des consciences de ces autorités pour tout ce qui est dans le développement au niveau de la base puisse être prise en compte de façon essentielle pour leur planification. Dans cette planification en terme de développement au niveau de la base, la santé communautaire est nécessaire », dit-il en substance.

Le premier Adjoint au préfet monsieur Boubacar Safouné Diarra a salué l'implication de l'ONG Action contre la faim et ses partenaires (coopération suédoise et bailleur NAVARA) dans les questions de développement local dont la prise en charge de la nutrition par les différents PDSEC. Pour lui, développer et inculquer des stratégies aux niveaux des acteurs pour assurer la mobilisation communautaire en faveur de la nutrition est noble et allège les difficultés de l'Etat à atteindre son objectif dans ce domaine. Témoin des actions et stratégies de l'ONG dans le cercle pour le bien-être des communautés, surtout dans la promotion de bonnes pratiques alimentaires au niveau des ménages, l'Adjoint au préfet a invité les élus communaux à une vision multisectorielle pour relever les défis et faire en sorte que la nutrition soit une priorité.

Moctar SOW

Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) : Pour le développement des biocarburants, les acteurs se concertent

L'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) a organisé un atelier de concertation entre les acteurs de la bioénergie au Mali. C'était le jeudi 15 août 2019 à l'hôtel Laïco Alfarouk de Bamako.

La cérémonie d'ouverture était placée sous la présidence du Conseiller Technique du Ministère de l'Energie et de l'Eau Famakan Sissoko qui en a assuré la présidence au nom de Monsieur Sambou WAGUE Ministre de l'Energie et de l'Eau et avait à ses côtés au présidium le Président du Conseil d'Administration de l'ANADEB Monsieur Abdoulaye Diané, le Directeur Général de l'Agence Monsieur Mamadou Madani DIALLO et la Directrice Nationale de l'Energie Madame THERA Aminata FOFANA.

Rappelons que l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants est un établissement Public à Caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui a été créée par l'ordonnance N°09-006/P - RM du 04 mars 2009 et placée sous la tutelle du Ministère de l'Energie et de l'Eau qui a pour mission centrale de promouvoir les biocarburants / bioénergies sur toute l'étendue du territoire national.

Cet atelier d'échanges entre les acteurs de la filière biocarburants ayant comme thème «la bioénergie au Mali, Etat des lieux et perspectives» a mobilisé les structures publiques et privées, les Organisations non Gouvernementales, les organisations paysannes et professionnelles etc.

Il avait comme objectif de faire un plaidoyer en vue de mobiliser les partenaires pour le financement des projets bioénergies au Mali et d'échanger sur la mise en place d'un cadre de dialogue entre les différents acteurs intervenant dans le domaine des énergies.

Dans la salle était déployée des banderoles sur lesquelles on pouvait lire les slogans suivants : « **Investir dans la bioénergie, c'est lutter contre le chômage des jeunes par la création d'emplois durables** » « **La bioénergie, une source d'énergie au service du Développement Durable** ».

Après les mots de bienvenue du Maitre de cérémonie Monsieur Baye Coulibaly chargé de communication au Ministère de l'Energie et de l'Eau , le conseiller technique du Ministère de l'Energie et de l'Eau Monsieur Famakan Kamissoko a ouvert la séance.

Dans son discours d'ouverture, le Directeur Général de l'Agence Monsieur Madani Mamadou Diallo a d'abord souhaité la bienvenue à tous les invités avant de situer la rencontre dans son contexte qui constitue pour lui, un cadre de réflexion, de dialogue franc pour orienter et éclairer les choix stratégiques de l'ANADEB dans le cadre de la promotion des énergies.

En outre, il a également adressé ses vives et chaleureuses motions de remerciements aux autorités pour l'appui conséquent de l'ANADEB en dépit du contexte politique et économique difficile, chose qui témoigne à suffisance la détermination des plus hautes autorités de notre pays à faire de la bioénergie un levier de développement économique durable.

Avant de terminer, il a aussi formulé ses vœux de paix pour le pays qui traverse des moments difficiles.

Le conseiller Technique Famakan KAMISSOKO a pour sa part affirmé toute la disponibilité et la volonté politique fortement exprimée du Gouvernement à soutenir la promotion des biocarburants pour faire de notre Mali un pays prospère par une amélioration de la croissance économique à travers la création d'emplois et de richesse, la réduction de la pauvreté et l'Indépendance énergétique.

Pour finir ses propos, Famakan Sissoko a souhaité aux participants plein succès aux travaux afin que sortent des recommandations pertinentes à la hauteur des attentes pour relever les défis liés à l'accès aux énergies propres.

Sur cette note d'espoirs que les travaux de la cérémonie d'ouverture de l'atelier ont été suspendus pour permettre aux officiels de se retirer.

Alpha SIDIKI SANGARE

Loi d'Entente Nationale : La seconde mort du Capitaine «Bad» et ses hommes

Pour soutenir notre thèse, selon laquelle la loi d'entente nationale est une loi qui encourage l'impunité et fait plus de dégâts et de frustrations qu'elle n'en résout, nous vous proposons ici un article d'un excellent confrère paru dans le non moins excellent hebdomadaire, Jeune Afrique. Le «papier» explique dans les détails comment ce massacre a été perpétré et sa (ré) lecture nous conforte dans notre idée, selon laquelle, la loi en question consacre une seconde mort pour le Capitaine Sekou Traoré, alias «Bad» et ses hommes ; sans oublier toutes les autres victimes civiles et militaires tombées depuis 2012. Lisez.

Laurent Touchard travaille depuis de nombreuses années sur le terrorisme et l'histoire militaire. Il a collaboré à plusieurs ouvrages et certains de ses travaux sont utilisés par l'université Johns-Hopkins aux États-Unis. Il revient cette semaine sur l'attaque d'Aguelhok par le MNLA et Ansar Eddine, pendant la guerre au Mali.

Lorsque les rebelles entament les hostilités à Aguelhok, la garnison de 200 hommes dirigée par le capitaine Sékou Traoré (alias "Bad") n'est pas surprise. La veille, l'alerte a déjà été donnée, conséquence de l'attaque de Ménaka. Mais, par cette nuit du 17 au 18 janvier, l'ennemi est bien là, commandé par un déserteur de l'armée malienne, Ba Ag Moussa surnommé "Bamoussa". À l'évidence, les rebelles du MNLA ne sont pas seuls ; des combattants islamistes d'Ansar Eddine, l'organisation islamiste radicale d'Iyad Ag Ghaly sont présents aux côtés des irrédentistes...

18 janvier, 3 heures 30 : «ouverture du bal»

Les rebelles «ouvrent le bal» alors que le jour n'est pas encore levé. Il s'agit là d'une vieille tactique touarègue, d'ailleurs utilisée par les jihadistes. Elle permet de prendre au dépourvu un adversaire qui, a priori, sort du sommeil et ainsi, de profiter d'un moment de flottement dans ses rangs. Cependant, à Aguelhok, les soldats sont sur le pied de guerre. Ils ripostent aux premiers tirs qui fusent vers 3h30, tandis que les rebelles entreprennent de neutraliser le réseau téléphonique. Aux environs de 4h30, ces derniers s'infiltrent dans la localité. De la sorte, profitant du couvert des bâtiments, ils masquent leur approche en direction du camp militaire.

Contrairement à ce qui s'est produit à Ménaka, l'opération semble beaucoup mieux préparée.

En périphérie du gros village, ils séquestrent les enseignants et étudiants de l'Institut de formation des maîtres (IFM). Ils peuvent dès lors en occuper les installations pour les transformer en base de feu d'où ils arrosent la garnison à la mitrailleuse lourde, au RPG-7 et au mortier. Certains insurgés se positionnent également sur les toits. De là, ils peuvent "allumer" au fusil de précision, à la mitrailleuse légère PKM et à la Kalashnikov les défenseurs. L'infirmerie est le premier édifice touché par les salves. Contrairement à ce qui s'est produit à Ménaka, l'opération semble beaucoup mieux préparée. Les insurgés ont un plan, ils tirent partie de la géographie du terrain, disposent de renseignement sur l'agencement du camp... Très vite, dans le sud du pays, la rumeur coure que, sans aide, Aguelhok tombera bientôt. Le MNLA revendique d'ailleurs sa capture.

Aguelhok tient bon, l'opération de secours échoue

En dépit d'une situation difficile, la garnison résiste. Galvanisés par "Bad" les soldats maintiennent les irrédentistes à distance. Mais ils ne se contentent pas de répondre de loin : ils contre-attaquent ! Localisant les agresseurs, ils engagent les blindés légers BRDM-2 face aux 4×4 armés de mitrailleuses lourdes. Contre toute attente, les gouvernementaux réussissent à repousser les combattants du MNLA et islamistes. Ceux-ci, pour se

prémunir d'éventuels raids aériens de représailles, contraignent les civils de l'IFM à servir de boucliers humains. Ils pillent le lieu, emportant les téléphones et les ordinateurs, mitraillant les réfrigérateurs. La fusillade perd en intensité entre 17h et 18h. Au cours de ces longues heures, les insurgés auraient perdu de 20 à 35 hommes, tandis que du côté malien, les pertes seraient d'un mort et de 7 blessés.

Ce même 18 janvier, d'autres gouvernementaux quittent Tessalit. Ils ont pour objectifs de rompre le siège d'Aguelhok, éliminer les insurgés et renforcer la petite garnison. Objectifs trop ambitieux : l'opération, précipitée, avec des moyens limités, tourne court. L'unité est attaquée par un groupe du MNLA que commande Assalat Ag Habi. La veille, celui-ci dirigeait ses hommes contre Ménaka... Si l'on en croit Bamako, l'intervention est un succès : le chef touareg ainsi que 9 de ses hommes auraient été tués, 4 véhicules auraient été détruits... Pourtant, les gouvernementaux font demi-tour, sans être parvenus à chasser les rebelles et encore moins à faire la jonction avec les forces implantées à Aguelhok. C'est donc bel et bien un échec.

La bataille de l'oued Imenzad, Les insurgés ne laissent aucun répit à la garnison

Bamoussa n'ignore pas que les heures sont comptées avant que les militaires ne réitèrent. Cependant, lui non plus ne lâche pas l'affaire. Il réorganise son dispositif : un groupe mènera un nouvel assaut contre le camp militaire après l'avoir "usé". Un autre groupe est chargé de bloquer l'arrivée d'éventuels secours gouvernementaux. Le jour meurt à peine que des éléments irrédentistes se placent en embuscade. Ils choisissent judicieusement les endroits, sur des points de passage obligés, le long des itinéraires qui conduisent à Aguelhok. Dans la localité, les habitants évacuent en catastrophe.

Les rebelles vérifient les identités de chacun, s'assurant qu'aucun militaire ne se cache parmi eux. Le siège du camp militaire se poursuit, ponctué d'échanges de tirs. Les insurgés ne laissent aucun répit à la garnison. Ils exercent une pression psychologique sur les défenseurs dont les nerfs sont mis à vif par les fusillades que déclenche l'adversaire. À chaque instant, l'assaut peut survenir. Et surtout à l'aube. De fait, les soldats dorment peu. La tension et les détonations les maintiennent éveillés. L'atmosphère est électrique. Les stocks de munitions diminuent.

Le commandement décide donc d'une seconde tentative pour briser l'étau qui enserre Aguelhoc. Elle est lancée de Gao le 19 janvier. La colonne est formée autour de l'Échelon tactique interarmes (Etia) local. Il se compose de la milice arabe du colonel Mohamed Ould Meydou (qui commande d'ailleurs la colonne) et de militaires, notamment avec des véhicules blindés BRDM-2.

Fort d'un réseau d'informateurs bien établi, le MNLA apprend rapidement ce qui se trame. L'élément "embuscade" du MNLA (probablement renforcé par des combattants d'Ansar Eddine) à l'affût depuis la veille, n'a plus qu'à "cueillir" les Maliens qui foncent vers le Nord. Les faits démontrent que les gouvernementaux sont relativement confiants. Ils paraissent convaincus que leur adversaire ne sera pas de taille et qu'il se dispersera dans la nature sitôt confronté à la puissance de feu de l'Etia...

Le 20 janvier, la colonne atteint l'oued Imenzad, à une quinzaine de kilomètres au sud d'Aguelhok. Jusque-là, le périple s'est déroulé sans anicroche notable. Militaires et miliciens s'engouffrent donc sans méfiance. L'itinéraire n'est même pas "éclairé" par des reconnaissances terrestres voire aériennes... Le piège se referme alors, brutalement. Les insurgés se dévoilent. Ils font pleuvoir un déluge de balles de DShK et de ZPU. Les hommes de l'Etia, empêtrés avec les camions de ravitaillement lourdement chargés ne peuvent manœuvrer aussi agilement que l'ennemi. C'est un carnage.

Plusieurs dizaines de miliciens et soldats sont tués (entre 50 et 101 morts selon les sources, le premier chiffre, bien qu'élevé, paraissant le plus proche de la réalité), de 1 à 5 BRDM-2, une quarantaine de camions et 4×4 détruits. À quoi s'ajoutent entre 25 et 65 prisonniers, 26 véhicules capturés. Ce bilan fourni par le MNLA doit évidemment être considéré avec prudence, Bamako n'admettant qu'une dizaine de morts. Mais, au-delà des batailles de chiffres, deux choses sont sûres : l'armée malienne a subi des pertes et la colonne de secours n'est pas passée.

À Aguelhok, la situation est désormais désespérée. Depuis plus de 48 heures, la garnison est coupée du reste du Mali, harcelée. Faute de munitions, les militaires ripostent de moins en moins, permettant ainsi à l'adversaire de s'enhardir, d'être plus précis dans ses tirs. Les soldats comprennent qu'ils ne doivent attendre aucun secours de l'extérieur. L'armée malienne est clairement incapable de franchir le terrain qui la sépare du poste avancé. La faiblesse des moyens aériens handicape un aléatoire ravitaillement aérien (dont personne ne semble d'ailleurs avoir l'idée à ce moment-là). Quant à une troisième tentative, elle exige des moyens plus conséquents pour avoir une chance de réussir. Or, ce temps, les défenseurs d'Aguelhok ne l'ont plus.

24 janvier 2012 : crépuscule sanglant sur Aguelhok

Le 21, les rebelles annoncent qu'Aguelhok est entre leurs mains. Là encore, l'allégation est fausse. La garnison agonise, mais tient toujours. Finalement, l'assaut est donné le 24 janvier vers 05h00. Les militaires n'ont plus de cartouches ; ils déposent les armes. D'une certaine manière, ils n'ont pas été vaincus. Ceux qui se rendent sont alors ligotés. La plupart d'entre eux sont exécutés peu après, à commencer par le capitaine Sékou Traoré : balle dans la nuque ou égorgés. Ils paient ainsi leur pugnacité ainsi que les pertes subies par leurs meurtriers. Un premier bilan évoque 41 morts. Chiffre qui grimpe ensuite à 82 tués.

Le 1erfévrier 2012, le président Amadou Toumani Touré évoquera 95 morts. Enfin, l'Association malienne des droits de l'homme parle de 153 morts... La Cour pénale internationale (CPI) dans un rapport sur la situation au Mali (en date ????de janvier 2013) mentionne quant à elle de 70 à 153 victimes (reprenant des sources diverses).

Dans le courant du 24 janvier, une troisième opération de secours est initiée par le colonel Ag Gamou, cette fois-ci depuis Kidal. L'Etia qui en constitue la composante principale bénéficie – enfin – d'un appui aérien, avec les hélicoptères de combat Mi-24D Hind basés à Gao (ce qui implique des points de ravitaillement en carburant au sol, les Hind n'ayant pas le rayon d'action suffisant). Les insurgés ont appris à les redouter en 2008. Tout comme ils redoutent Ag Gamou. La menace est sérieuse, contraignant donc les rebelles à se retirer

d'Aguelhok.
En arrivant le 25 janvier, les gouvernementaux découvrent les corps de leurs camarades militaires, gardes nationaux et gendarmes, atrocement assassinés. En tout, durant la bataille d'Aguelhok (opérations des colonnes de secours comprises), 116 hommes des forces armées auraient été tués.

Qui est responsable du massacre ?

Le MNLA ne tarde pas à affirmer qu'aucun massacre n'est survenu à Aguelhok. Pour les cadres du mouvement, les prisonniers maliens auraient perdu la vie lors de raids aériens lancés par le gouvernement. Des officiers de la DGSE malienne auraient alors orchestré toute une mise en scène, entravant les corps avant de tirer une balle dans la tête des dépouilles. Cette explication prêterait à sourire si elle n'était pas aussi tragique. L'examen des photos et vidéos des cadavres suffisent à établir que soldats et paramilitaires n'ont pas été mutilés par des balles de mitrailleuses de type "Gatling" de 12,7 mm des Mi-24, qu'ils n'ont pas été mis en charpie par des éclats de roquettes air-sol de 57 mm. Alors, qui est coupable ? Ansar Eddine ? Aqmi ? Ou encore des éléments incontrôlés du MNLA ?
Dans un premier temps, le rapport d'une commission d'enquête malienne, remis le 22 février 2012, accuse le MNLA et Aqmi. Dès le 26 janvier, Bamako affirme qu'Aqmi est présent aux côtés du MNLA. La diplomatie française est, elle, sceptique sur ce point. En revanche, la présence d'Ansar Eddine à Aguelhok ne fait aucun doute : elle est d'ailleurs mentionnée par des porte-paroles de l'organisation islamiste. Le 14 mars 2012, le groupe radical islamiste le confirme, précisant que les prisonniers qu'il détient sont bien traités. Sauf preuve du contraire, les jihadistes d'Aqmi ne semblent pas se battre à Aguelhok entre le 18 et le 24 janvier 2012...
Ne restent donc que le MNLA et Ansar Eddine. En dépit des déclarations des représentants de l'organisation installés à l'étranger, le comportement des irrédentistes est loin d'être toujours irréprochable : pillages, viols, voire meurtres. Exactions qui semblent commises par une frange opportuniste du MNLA : trafiquants, bandits du désert... Ceux-là mêmes qui intégreront les rangs d'Ansar Eddine contre monnaie sonnante et trébuchante, quelques semaines plus tard... Les soupçonner d'être les criminels d'Aguelhok, en compagnie d'islamistes zélés d'Iyad Ag Ghaly, n'a donc rien d'absurde.

Les deux vérités

"Criminels" car c'est bien de cela dont il est question : le massacre perpétré est un crime de guerre. Indéniablement. Presque un an après les faits, le 16 janvier 2013, la Cour pénale internationale (CPI) ouvre d'ailleurs une enquête sur sollicitation des autorités maliennes (en date du 13 juillet 2012). Le long processus de collecte d'indices, de recueil de témoignages a commencé. Espérons qu'il permettra de connaître enfin la vérité.
Quant au capitaine Sékou Traoré et à ses hommes, ils sont considérés comme des héros par les Maliens. Sentiment encouragé par la nécessité pour Bamako de créer des figures exemplaires, des hommes qui font l'Histoire du pays afin de lui donner toute les chances pour qu'existe un avenir. Derrière ce vernis épique qui rend les tragédies plus supportables, il y a néanmoins une autre vérité : la bravoure du capitaine Sékou Traoré et de ses hommes n'est pas un mythe.

Mohamed Ag Aliou
avec Jeune Afrique

Malitel
Proche de vous

VIBREZ AVEC MALITEL

SPIRIT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.
Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises.
Profitez de chaque match, chaque but,.....
Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel

La Solidarité malienne : Eviter le parasitisme

La solidarité est, au Mali, une valeur sociale. On l'apprend dès le jeune âge et l'on vit avec. N'eût été la solidarité, la vie serait difficile chez nous à cause de la pauvreté et des difficultés liées à l'existence. Combien sont-ils à Bamako, par exemple, les étudiants venus des régions et qui vivent qui chez un oncle, un frère ou une sœur qui chez un cousin qui chez l'ami d'un parent ? Combien sont-ils ceux qui viennent à Bamako et qui logent chez un parent durant tout leur séjour et seraient incapables de payer les frais d'hôtel ? Nombreux. Quand arrivent les vacances scolaires, ce sont des milliers d'enfants qui affluent dans la capitale et sont entièrement pris en charge par les parents de leurs parents. Tous ces enfants seront chargés de cadeaux quand ils seront de retour pour la reprise des classes. Comme on le voit, la solidarité est un pan très important de notre société.

Cependant cette solidarité risque d'en être aussi le Talon d'Achille si l'on n'y prend garde. En effet, on abuse à souhait de cette solidarité qu'il faut pourtant sauvegarder. Dans la quasi-totalité des familles, des dizaines de personnes sont à la charge d'une seule personne : le chef de famille qui peut-être le père ou le grand frère ou la grande sœur. Très souvent, on envoie à cette personne les enfants du village et elle est en même temps sollicitée pour tous les problèmes des parents villageois. Il n'est pas rare qu'on envoie à un parent deux ou trois de ses enfants pour « les élever », dit-on. Il arrive même que le chef de famille ait à sa charge des parents qui travaillent mais ne contribuent aucunement aux dépenses quotidiennes alors qu'ils en ont les moyens. Ces derniers ne s'embarrassent pas de rendre visite au restaurateur du quartier pour y déguster un bon plat quand celui de la famille ne leur convient pas.

C'est cette situation qu'il faut combattre à tout prix. Et les familles Jaawando et Soninké sont en cela exemplaires. Dans ces familles, l'estime de soi est si forte que chacun contribue quotidiennement, selon ses moyens, aux dépenses familiales. Voilà pourquoi il faut rompre le cycle vicieux du diplômé sans emploi qui veille la nuit, donc se lève tard, mange tard et passe tout son temps à faire du thé sous les arbres en écoutant de la musique. C'est bien de soutenir ceux qui sont en difficulté mais il est inacceptable que des gaillards passent toute la journée à ne rien faire et reçoivent pour cela le prix du thé quotidien et même de la cigarette. C'est leur rendre le plus mauvais service. Il y a des diplômés sans emploi car peu de gens acceptent de travailler dans d'autres secteurs que ceux pour lesquels ils ont été formés. Alors qu'ailleurs des étudiants travaillent pour financer leurs études et payer leurs loyers, ici on se vante d'avoir un père, une grande sœur ou un grand frère directeur/directrice de telle ou telle société.

Vous êtes diplômé sans emploi mais avez-vous cherché à être balayeur de rue, pompiste, laveur de voitures ou de motos en attendant des jours meilleurs ? Disons-le : il y a plus de dignité à être cireur de chaussures qu'à vivre accroché à un parent quand on est majeur et à faire du thé et écouter de la musique toute la journée et tous les jours. Les parents doivent exiger de leurs enfants majeurs de travailler car il n'y a pas de sots métiers. On se rend plus utile à gagner 200 ou 500 FCFA par jour qu'à

passer son temps à demander de l'argent. Il faut reconstruire la solidarité pour qu'elle ne meure pas. C'est à ce niveau que les parents sont particulièrement interpellés. Beaucoup d'entre eux semblent ne pas réfléchir à l'avenir des enfants quand eux parents ne seront plus. En effet, bien que la vie soit de plus en plus difficile à vivre, certains parents ne semblent pas préoccupés à former leurs enfants pour les combats à venir. Non seulement ceux-ci sont particulièrement gâtés (même dans les cas où les parents n'ont pas beaucoup de moyens), mais ils sont hyper protégés par leurs géniteurs qui ne tolèrent même pas qu'ils soient grondés par leurs aînés pour des inconduites. Dans la plupart des cas il s'agit d'enfants fainéants dont les résultats scolaires sont catastrophiques. Échec à l'école mais aussi échec dans la vie car ces enfants faussement à papa sont incapables d'apprendre quelque métier que ce soit.

C'est un crime contre l'enfance que de ne pas préparer les plus jeunes à leurs futurs rôles de chefs de familles, filles et garçons mêlés. On ne peut pas indéfiniment évoquer les difficultés quotidiennes pour justifier le relâchement dans l'éducation de nos enfants. Quand on met un enfant au monde, on a l'obligation morale et sociale de le préparer à entrer dans la société par l'apprentissage d'un métier qu'il ou elle pourra exercer plus tard en vue de fonder un foyer et de s'en occuper.

L'impréparation à la vie jette les jeunes dans la rue, avec tout ce que cela implique comme risques et dangers. Ceux qui décident de rester au pays devront se battre au quotidien pour ne pas sombrer dans la délinquance. Les autres sont contraints à suivre les chemins de la migration et de l'exil, chemins qui se terminent pour beaucoup dans l'enfer du Sahara ou dans les eaux assassines de la Méditerranée. Ceux-là sont ceux qui ont refusé d'être éternellement des enfants, accrochés qu'ils sont à la vie des autres, condamnés à accrocher le wagon de leur vie à la locomotive des autres. C'est pour toutes ces raisons, et de bien d'autres encore, qu'il faut faire de la solidarité un bien qui aide à s'émanciper.

Au Mali, les enfants ne sont pas formés pour s'émanciper mais bien pour rester d'éternels enfants dépendants. Il est difficile dans ces cas-là d'éviter de devoir encore prendre en charge les enfants, quand on est arrivé à l'âge de la retraite. Il est dès lors indispensable de reconsidérer notre éducation. Pourtant, anciennement, il y a des chansons pour fustiger la paresse et l'oisiveté dans notre société. « Qui ne possède pas de houe n'a pas droit à la parole chez les Bamanans ; qui n'a pas de champ de culture n'a pas sa place en pays bamanan », a chanté l'orchestre du Super Biton de Ségou. Curieusement, les parents qui ont été élevés dans cette rigueur sont les premiers à trop pouponner leurs enfants jusqu'à en faire des apathiques. « Ceux qui vivent sont ceux qui luttent », a dit le poète. Le temps consacré à aider les autres doit être celui de la formation et de l'apprentissage à se prendre en charge le moment venu. C'est en cela que la solidarité sera profitable à tous et conduira au développement humain.

Diala Konaté

Guinée Conakry : Pourquoi Emmanuel Macron doit dire stop à Alpha Condé

Ancien ministre guinéen, président de la Plateforme nationale des citoyens pour le développement (Pecud) et membre fondateur du Front national de défense de la Constitution.

Alors que le président guinéen est l'invité de son homologue français pour participer ce jeudi aux célébrations des 75 ans du débarquement de Provence, à Saint-Raphaël dans le sud de la France, l'ancien ministre guinéen Abdourahmane Sano interpelle Emmanuel Macron sur le débat sur la révision constitutionnelle en Guinée. Avec, en toile de fond, l'éventualité d'une candidature d'Alpha Condé à un troisième mandat.

Ce jeudi 15 août, à l'occasion de la commémoration du débarquement en Provence, le président français recevra Alpha Condé, président de la République de Guinée depuis 2010. À 81 ans, il souhaite changer la Constitution afin de rempiler pour un nouveau mandat, alors que la Constitution guinéenne lui interdit de se présenter à la prochaine élection présidentielle de 2020.

En quête de soutiens internationaux, nul ne doute qu'il profitera de sa venue en France pour tenter de convaincre Emmanuel Macron du bien-fondé de son changement constitutionnel et de son maintien au pouvoir. Dans l'intérêt de la Guinée et celui de la France, et pour la stabilité de la sous-région ouest africaine, Macron doit s'y opposer.

Éléments de langage

Les chefs d'États de la RDC, du Burkina Faso et, récemment, du Soudan ont mené leurs pays à des crises dans leurs tentatives de changer leur Constitution aux seules fins de se maintenir au pouvoir. Ces tentatives sont accompagnées par des manœuvres visant à anéantir tout débat démocratique et à éliminer – financièrement, juridiquement ou physiquement – toute forme de contestation. Mo Ibrahim, le milliardaire philanthrope qui combat les dictatures à travers sa fondation éponyme avait qualifié de « coups d'États constitutionnels » ces manœuvres.

En Guinée, le deuxième et dernier mandat constitutionnel d'Alpha Condé arrive à son terme en 2020. Mais ce dernier ne semble pas vouloir quitter le pouvoir, et compte s'appuyer sur une nouvelle Constitution, préparée et annoncée à maintes reprises.

C'est dans cette perspective que, le 19 juin dernier, le ministre guinéen des Affaires étrangères a envoyé un courrier à l'ensemble des représentations diplomatiques. Il y présentait aux ambassadeurs les « éléments de langage » pour défendre ce projet. Une action diplomatique qui cache mal les contradictions d'Alpha Condé, qui n'a cessé, ces dernières années, de critiquer les ingérences occidentales, en particulier françaises, dans la politique de son pays.

L'intérêt de la Guinée, et de la France

Juridiquement, rien ne justifie ce changement. L'article qui délimite le nombre de mandats est « verrouillé » et ne peut donc faire l'objet d'aucune modification. Parmi les éléments de langages, le gouvernement met en avant le droit du peuple de changer de Constitution. C'est un droit inaliénable, oui, mais à condition que le mobile du changement ne soit pas pour maintenir un président à vie.

Il n'existe aujourd'hui aucun besoin d'adaptation de la Constitution à l'évolution politique ou au changement de l'ordre social. C'est pourquoi ce sont plutôt des manifestations hostiles à un changement constitutionnel qui se multiplient ces derniers mois à Conakry et dans tout le pays.

C'est la stabilité du pays, et même d'une région déjà en proie à la violence et au terrorisme, qui est en jeu

Dans l'intérêt de la Guinée, Alpha Condé doit quitter le pouvoir démocratiquement et pacifiquement. C'est la stabilité du pays, et même d'une région déjà en proie à la violence et au terrorisme, qui est en jeu. Au-delà de notre intérêt, c'est celui de l'Europe et de la France que la Guinée vive une alternance pacifique et démocratique

C'est l'intérêt de la France de préserver la paix et la stabilité de la Guinée. Un « coup d'État constitutionnel » provoquerait une crise sociopolitique majeure aux multiples répercussions. Elle pousserait toujours plus de jeunes Guinéens vers l'Europe, elle aggraverait notre situation économique, elle risquerait même de faire plonger notre pays dans la violence et deviendrait un nouveau terrain fertile pour le terrorisme qui sévit dans la sous-région. Emmanuel Macron n'a pas besoin de cela, lui qui a déjà à gérer une guerre au Mali qui s'enlise. Les États-Unis ont déjà fait entendre leur position, il y a une semaine, par la voix de leur sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, en affirmant qu'ils étaient contre les changements de Constitution dont l'objectif était de permettre des nouveaux mandats.

Au tour de la France de porter haut ses valeurs démocratiques et de défendre les intérêts du peuple guinéen. Macron ne doit pas se laisser abuser : ce n'est pas s'ingérer dans les affaires intérieures que de s'opposer à ce projet, mais bien défendre des valeurs auxquelles les Guinéens sont attachés et refuser la politique politicienne, plus soucieuse du développement de ses propres intérêts que de ceux du pays.

Sénégal : Vent de révolte au sein du PDS

Lanifestation de l'opposition pour la candidature de Karim Wade à l'élection présidentielle sénégalaise de 2019, à Dakar, le 29 novembre 2018.

Nouveau coup de théâtre au Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade. Après le renouvellement du bureau politique la semaine dernière, plusieurs caciques ont décidé de ne pas l'intégrer.

Ils sont cinq à avoir décliné leurs nominations au nouveau bureau politique du PDS. Parmi eux, des poids lourds du parti comme Babacar Gaye, Amadou Sall ou Cheikh Tidiane Seck, compagnons de longue date d'Abdoulaye Wade.

En cause : la voie toute tracée à Karim Wade, le fils de l'ancien président de la République, à la succession du parti. La semaine dernière, celui-ci avait été nommé numéro deux dans le nouvel organigramme.

« C'est un testament au profit de Karim ! Nous sommes dans une gestion népotique d'un parti qui implose », dénonce un des hauts responsables du PDS, qui n'hésite pas à parler de « crise ». Avant de rappeler que parmi les réfractaires, nombreux sont ceux qui étaient des soutiens de Karim Wade lors de ses affaires judiciaires.

Mais pour Assane Ba, secrétaire national de la mobilisation et de la propagande, « ceux qui ruent aujourd'hui dans les brancards sont devenus des poids lourds grâce au parti. Cette réorganisation, ce n'est pas un débat entre les anciens et les nouveaux, mais c'est pour lutter contre le régime de Macky Sall. »

Et de rappeler qu'au PDS, Abdoulaye Wade a toute latitude pour nommer qui il veut, dont son fils. Une situation qui risque de se poursuivre dans les prochains jours au sein du principal parti d'opposition.

Croissance économique en Afrique : Le Rwanda accusé d'avoir manipulé ses chiffres sur la pauvreté

Une étude accuse les autorités rwandaises d'avoir truqué leurs statistiques en 2015. Le Rwanda est "une autocratie" dont la réussite économique n'est toutefois pas contestable, estime l'économiste Yves Ekoué Amaizo.

"La gouvernance économique du Rwanda, pèche par un élément fondamental : les inégalités" (Yves Ekoué Amaizo)

Le gouvernement rwandais est épinglé par une enquête du quotidien britannique Financial Times. Les accusations portent sur la période de 2011 à 2014.

Financial Times accuse les autorités rwandaises d'avoir truqué leurs statistiques sur la pauvreté, en 2015, à la veille du référendum qui a donné la possibilité au président Paul Kagamé de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

Sécurité du Sahel : Les régions doivent adopter une approche holistique

Moussa Faki Mahamat est l'ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad et le président de la commission de l'Union africaine.

Il a prononcé une allocution lors du Sommet conjoint sur la paix, la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) le 30 juillet 2018 à Lomé (Togo).

Les défis sécuritaires auxquels les régions d'Afrique centrale et occidentale font face sont bien connus. Qu'il s'agisse du terrorisme, si prévalent dans le Sahel et le bassin du Lac Tchad, de rebellions armées et autres formes de violence qui sévissent dans certains pays de la région, de la piraterie dans le Golfe de Guinée, de la persistance de trafics en tous genres ou d'affrontements liés au phénomène de la transhumance, la situation est une source de profonde préoccupation.

Un certain nombre de facteurs créent un terrain fertile à la persistance de cette insécurité. Ils portent sur le changement climatique, dont le rétrécissement du lac Tchad et l'ensablement du fleuve Niger sont des exemples ; l'absence d'opportunités pour la jeunesse ; le sentiment de marginalisation, voire d'exclusion pure et simple, qui habite des pans entiers de nos sociétés ; et les défis rencontrés en matière de gouvernance.

Je salue les initiatives prises par la CEDEAO et la CEEAC ces dernières années pour faire face à cette situation. La création de la Force multinationale mixte chargée de combattre le groupe terroriste Boko Haram et de la Force conjointe du G5 Sahel, ainsi que l'action conduite s'agissant de la lutte contre la piraterie maritime sont, entre autres exemples, l'expression d'une forte volonté politique.

Ces initiatives ont, toutes, permis de poser les jalons d'une approche africaine face aux menaces asymétriques. Le Sommet conjoint de ce jour traduit la reconnaissance par tous que les efforts déployés jusqu'ici, aussi importants soient-ils, ne sont pas suffisants. Il importe de faire davantage. Le statu quo est clairement intenable.

Il importe que nous adoptions une approche holistique qui prenne en charge non seulement les aspects sécuritaires, mais aussi les causes sous-jacentes des problèmes qui se posent.

Autant la lutte contre les groupes terroristes et criminels doit être implacable, autant le dialogue doit prévaloir pour répondre aux préoccupations légitimes de populations qui ont quelquefois le sentiment que leurs problèmes ne sont pas suffisamment pris en charge.

Nous nous devons de mobiliser tout le soutien nécessaire pour l'aboutissement de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine ; d'aider à la tenue, dans les conditions requises de transparence et d'inclusion, des élections prévues en décembre prochain en République démocratique du Congo ; et de déployer des efforts renouvelés pour hâter le règlement de la crise libyenne.

Il est tout aussi important d'œuvrer plus résolument en faveur d'un développement inclusif et de l'éradication de la pauvreté. À cet égard, des projets de nature à améliorer le quotidien des populations doivent être convenus et menés à bien.

Il est, enfin, essentiel que les actions envisagées s'inscrivent dans une dynamique d'ensemble de renforcement continu de la gouvernance.

Nous entendons, dans la période à venir, articuler nos efforts autour des axes ci-après :

Aider à une meilleure synergie inter-régionale à travers la mise en place d'arrangements de coopération sécuritaires flexibles ou leur élargissement là où ils existent.

Mobiliser un appui plus substantiel en faveur des initiatives régionales par le biais des structures compétentes de l'Union africaine, notamment le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme, le Mécanisme africain de coopération policière et le Comité des services de renseignements et de sécurité d'Afrique.

Promouvoir une meilleure articulation entre les efforts de la CEDEAO et de la CEEAC, d'une part, et ceux de l'Union africaine, d'autre part, dont les instruments doivent servir de cadre global à l'action de lutte contre le terrorisme.

Mener une action de plaidoyer plus soutenue au niveau international pour mobiliser un appui plus important pour le financement des opérations de soutien à la paix conduites par les pays des deux régions.

FEMAFOOT : Les préparatifs de l'assemblée élective en cours

Les ligues, clubs et associations ont jusqu'au 26 août pour faire connaître les noms de leurs délégués.

Après l'adoption du statut de la Fédération malienne de football, en juin et celle du code électoral, en juillet, le Comité de Normalisation (CoNor) vient d'adresser une lettre circulaire aux Ligues, clubs et associations devant voter lors de l'assemblée élective du 29 août. Dans la lettre, il est demandé à ceux-ci d'envoyer l'identité des personnes qui les représenteront au cours de cette assemblée d'ici le 26 août 2019.

Pour ce qui est de la répartition des voix, elle est détaillée comme suite : Les ligues auront trois votants chacune et les clubs et associations membres vont avoir droit à une voix chacun. Au total il devrait y avoir 62 délégués au CICB pour départager trois candidats (Salah Baby, Mamoutou Toure et Alassane Souleymane Maïga).

Que le meilleur gagne pour le bien du football malien !

Saïdou Guindo Stagiaire

Supercoupe des clubs : Liverpool reste maître de l'Europe

Liverpool a confirmé sa suprématie continentale en remportant sa 4e Supercoupe d'Europe face à Chelsea (2-2 après prolongation, 5 t.a.b. à 4) au bout d'une séance de tirs au but à suspense mercredi à Istanbul. Pour cette première édition entre deux clubs anglais, un doublé de Sadio Mané a permis aux Reds d'égaliser (47e) après l'ouverture du score d'Olivier Giroud (35e) puis de mener (94e) jusqu'à un penalty transformé par Jorginho (100e), finalement sans conséquence pour Liverpool.

Par AFP

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

La fin de semaine marque un bilan mitigé de votre évolution. Les tensions ne sont pas révélées, elles couvent et vous décelez que des collègues ne sont pas honnêtes. Restez discret sur votre ambition, pour avoir la paix, la discrétion est recommandée.

Vous craignez de manquer d'argent, mais en réalité vous tirez votre épingle du jeu et trouvez des moyens pour honorer vos règlements. Saturne en Capricorne vous donne de la discipline pour résister à toutes les tentations en attendant de meilleurs jours.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous mesurez tous les enjeux du jour, ce n'est pas le moment de flancher. On vous donne des responsabilités supplémentaires, votre marge de manoeuvre est restreinte. Vous puisez dans vos ressources l'énergie nécessaire pour mener à bien ce projet.

Si vous attendez de l'argent qu'une personne vous doit, manifestez-vous avant de perdre votre patience. Vos revenus sont conséquents, ce qui vous permet de faire des projets de grande envergure. Vous visez toujours plus haut, vous êtes ambitieux.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le temps est votre allié. C'est avec des étapes que vous évoluez dans un poste qui pour le moment, ne vous convient pas complètement. Des changements sont à venir et il règne un possible désordre dans votre service, ce qui vous rend légèrement irrité.

La prudence est de mise et pourtant, il est difficile de résister aux dépenses causées par les invitations ou la famille. Revoyez vos priorités pour garder une trésorerie correcte jusqu'à la fin du mois. Du bon sens est utile pour stabiliser le budget.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

En cette fin de semaine, vous vous montrerez très actif afin de tout régler avant votre départ en week-end ou en vacances pour certains d'entre vous. Vous serez d'une grande efficacité et n'aurez pas peur de bousculer vos habitudes de travail pour doubler votre capacité d'action.

Vos finances seront au coeur de vos préoccupations. Elles se portent bien. Vous en profiterez pour revoir votre budget, prendre quelques libertés afin de vous offrir des plaisirs auxquels vous renoncez d'habitude. Votre comptabilité sera nickel !

Lion (22 juillet - 23 août)

L'ambition fait son retour et vous aimeriez être au-devant de la scène. Vous voici à la recherche d'un poste donnant des responsabilités. L'un de vos collègues peut vous communiquer de bonnes adresses pour réussir dans une nouvelle voie professionnelle.

Uranus en Taureau vous expose à des frais imprévisibles. Vous réfléchissez au renouvellement de votre véhicule. Seulement vous aimez le luxe et avez des rêves de grandeur dans vos acquisitions. Il est conseillé de laisser passer quelques jours et réfléchir.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Un de vos proches collaborateurs vous met des bâtons dans les roues. Vous subissez une mauvaise influence, on vous jalouse. Vénus vous conseille de vous méfier des apparences sans pour autant devenir parano. Aujourd'hui, surveillez vos arrières.

Votre situation financière n'est pas négative du tout, cependant n'oubliez pas de faire des petites vérifications de temps à autre dans la journée, une dépense oubliée pourrait mettre un petit bazar dans vos comptes. À part cela, tout se passe bien.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous travaillez bien tout en étant intransigeant. Vous attendez des performances de la part des collaborateurs. Pourtant ils ne travaillent pas au même rythme que vous. De l'irritabilité peut se faire sentir et relancer une relation tendue avec un collègue.

Pensez à faire passer les factures avant les loisirs. Vous êtes irrité par ces sacrifices, mais des concessions sont encore nécessaires. Votre revenu vous paraît insuffisant. Votre volonté pourrait fléchir lors d'un shopping et face à des articles de mode.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous bénéficiez d'une forte créativité ainsi que d'une très forte intuition. Ces deux atouts vous permettent de créer, d'innover, de proposer du jamais vu. Vous marquerez des points, même si le résultat ne se fera pas sentir tout de suite. Ayez confiance !

Votre travail est sans nul doute votre meilleure source de revenus. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une prime ou de voir votre carrière progresser. Toutefois, ne vous emballez pas et ne dépensez rien avant d'avoir constaté que les sommes promises sont bien arrivées sur votre compte !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les conditions de travail sont désorganisées et la communication fait défaut. La Lune et Neptune en Poissons ne vous donnent pas satisfaction et vous font espérer un avenir professionnel meilleur. Un déséquilibre se fait sentir dans la répartition des tâches.

La gestion des finances est sujette à des dépenses guidées par des pulsions et les émotions. Les achats peuvent être dédiés à des produits liés à la décoration ou aux loisirs. Peu d'économies restent possibles, heureusement, la stabilité se maintient.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Dans votre profession, il est l'heure de vous affirmer beaucoup plus. Les nombreux encouragements de vos supérieurs hiérarchiques vous permettent de prendre de l'assurance. On vous confie des tâches à responsabilités, vous êtes convaincant.

Vous trouvez que le fait de mettre un petit pécule de côté pour les périodes un peu compliquées c'est une bonne idée. Secrètement vous constituez votre tirelire, lorsqu'elle aura suffisamment grossi, vous révélerez cette belle surprise à votre famille.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous devez trouver des réponses à des situations. Votre poste professionnel est mené avec une bonne gestion et vos collègues vous sollicitent pour régler d'autres problématiques. Il faut fixer des limites, car l'un de vos collègues peut vous envahir.

Pour faire plaisir à vos proches ou à votre conjoint, vous pourriez craquer sur des articles qui ne sont pas prévus sur le budget. Votre générosité est l'une des causes qui entraînent les frais superflus et peu d'économies sont possibles pour le moment.

Poisson (19 février - 21 mars)

Décidément, il y a un contentieux qui dure entre vous et un supérieur... Cela nuit au climat et votre concentration s'en trouve affaiblie. Cependant, Saturne vient à votre secours et vous aide à mieux vous recentrer dans les moments les plus délicats.

Une bonne nouvelle pourrait vous parvenir concernant un reliquat de salaire ou de prime que vous n'espériez plus. Cette somme vous aidera à faire face à une dépense imprévue, mais inévitable. Épargnez-la pour les moments difficiles.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
CANAM
REPUBLIQUE DU MALI

La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous